

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 13/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMMA

2 rue de Roye
BP 20119
60200 Compiègne

Références : IC/R/529/23-MV/BV
Code AIOT : 0005101472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement SEMMA implanté rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence. L'inspection a été annoncée le 15/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMMA
- rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SEMMAP de Pont-sainte-Maxence est un silo de report. Il réceptionne majoritairement des céréales (blé, orge, colza) en provenance d'autres silos de proximité. L'activité exercée sur le site consiste à stocker des grains de céréales pour le compte des coopératives Agora, UCAC et Valfrance.

- La capacité de stockage totale est de 153 752 m³ répartie en :
- Silo A – un silo plat d'une capacité totale de 37 680 m³, 53 cellules dont 2 de 353 m³ et 51 de 725 m³ ;
- Silo B – un silo plat d'une capacité totale de 58 666 m³, 3 cellules de 14 667 m³, 1 cellule de 6 667 m³ et 1 cellule de 8000 m³.
- Silo C – un silo vertical de 57 405 m³, 25 cellules, 8 as de carreaux, 23 de 2 227 m³, 2 de 900 m³ et 8 de 548 m³.
- Cette activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 27/12/1984 complété par les arrêtés préfectoraux des 1/03/1998, 12/07/1989, 7/03/1990 et 7/04/2011.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Découplage	AP Complémentaire du 07/04/2011, article 7 b	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Nettoyage des locaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	prévention des risques liés aux appareils de manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
6	Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement	AP Complémentaire du 07/04/2011, article 10	Sans objet
7	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 07/04/2011, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'extrait du plan de compétence de formation fourni par l'exploitant ne permet pas de voir si les formations suivies par son personnel répondent aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et sont spécifiques aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement (auto-échauffement, incendie, explosion et effondrement notamment). L'exploitant précisera donc sous un mois aux services de l'inspection les contenus des formations « ATEX » et agrège des céréales mentionnées dans son suivi et justifiera du fait qu'elles permettent ou non d'aborder les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Il indiquera également quand on eu lieu les dernières formations pour l'agrège des céréales et quelle est la périodicité de renouvellement des formations suivies. Ce point fait l'objet d'une Non-Conformité susceptibles de suites.

Pour les silos A et B les prescriptions de l'article 7b de l'APC du 7 avril 2011 ne sont actuellement pas respectées pour les pressions de résistance des découplages. L'exploitant ne peut se justifier de la transmission d'un courrier de réponse suite à une visite d'inspection qui a plus de 10 ans pour cet écart. Il devra donc sous trois mois:

- soit rendre ses découplages conformes aux prescriptions de son APC pour ces deux silos;
- soit transmettre à l'attention de la Préfète un porté à connaissance justifiant les modifications demandées et incluant ses études réalisées en demandant une révision des prescriptions de son APC. Ce point fera l'objet d'une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

<p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Christophe Lejeune est responsable du site. Un courrier du directoire en date du 22 février 2023 a été communiqué auprès des équipes SEMMAP afin d'acter cette prise de fonction. Ce courrier a été transmis aux services de l'inspection.</p> <p>Concernant la formation un extrait du plan de compétence de l'exploitant a été transmis à l'inspection. Ce dernier reprend le suivi des formations pour les 4 personnes présentes sur le site. On y trouve une formation pour l'agrèage des céréales prévue les 5 et 6 juin 2024 mais il n'est pas fait mention de la précédente formation. On trouve également une formation pour la manipulation des extincteurs et une sensibilisation « ATEX » niveau 0 réalisée en interne les 5 et 6 avril 2023 pour trois des quatre personnes présentes sur le site.</p> <p>En l'absence d'indication sur le tableau de suivi de formations spécifiques aux risques présentés par les silos (auto-échauffement, incendie, explosion et effondrement notamment) l'exploitant précisera sous un mois aux services de l'inspection les contenus de ses formations « ATEX » et agrèage des céréales et justifiera du fait qu'elles permettent en compte les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Il indiquera également quand ont eu lieu les dernières formations pour l'agrèage des céréales et quelle est la périodicité de renouvellement de ces formations.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté plusieurs consignes et procédures. Ces dernières sont reprises dans un classeur facilement accessible au niveau du site.</p> <p>En marche normale la consigne MO.08.11 reprend les points à inspecter à chaque mise en route et fermeture quotidienne des installations. La consigne M0.08.18 reprend les opérations et surveillance à faire lors des différentes phases d'exploitation pour le stockage des céréales et la consigne M0.08.21 décrit les modalités de surveillance des températures de céréales.</p>

En cas d'entretien ou de travaux sur les installations la consigne M0.08.14 décrit les modalités d'application du plan de prévention, du permis de feu ainsi que les consignes de sécurité à suivre avant, pendant et après les travaux.

En cas d'incendie ou d'accident, une consigne sur le comportement à suivre en cas de sinistre définit les consignes à adopter en cas de sinistre et les informations à fournir aux services de secours. La consigne M0.08.16 d'intervention en cas de sinistre reprend également les interventions à effectuer selon le type de cellules de stockage et selon le type de feu constaté.

L'interdiction de fumer et d'apporter du feu est bien matérialisée par différents affichages répartis sur le site.

Un permis de feu a également été vérifié lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des locaux

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection une consigne sur la propreté des locaux (M0.08.10). Cette dernière indique que durant les phases d'utilisation du silo un contrôle journalier des installations est réalisé afin de s'assurer de leur propreté. Elle indique également que l'utilisation de la soufflette et du balai sont autorisés uniquement quand l'installation est arrêtée. Un tableau d'enregistrement des nettoyages a également été présenté.

L'inspection a noté la présence de témoins d'empoussièrément peints aux sols et a constaté un bon état de propreté des silos lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : prévention des risques liés aux appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques liés aux appareils de manutention
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Lors de la visite sur site l'inspection a pu constater la présence d'événements au niveau des filtres à manche du système d'aspiration. Les transporteurs et élévateurs sont munis de détecteur de dysfonctionnement avec arrêt des installations en amont. Lors de la visite un test de déport de bande a été effectué au niveau du silo B (TEB3 B3/B5) au bout des cellules de stockage. Le déclenchement du capteur a bien entraîné l'arrêt de la manutention, toutefois ce dernier a nécessité une action de plusieurs secondes avec un angle prononcé sur le capteur. L'exploitant a indiqué que les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement. Un test a été réalisé au niveau du silo A (élévateur 3 et TEA1). Le déclenchement d'un arrêt "coup de poing" a entraîné à la fois un arrêt du compresseur et de la manutention. L'exploitant a indiqué que les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. Un certificat de conformité (Fenner dunlop) pour les TBE3 ET TBEB4 du 24 novembre 2003 a été fourni à l'inspection. Des inscriptions directement présente sur la bande ont également permis de voir que la bande est ISO 340 et ISO 284.
Observations : Le capteur de déport de bande a nécessité une action de plusieurs secondes avec un angle prononcé pour se déclencher. Une vérification de la sensibilité du déclenchement de ce dernier pourrait être un axe d'amélioration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Découplage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2011, article 7 b
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
Prescription contrôlée : Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

SILO A

-Tour de travail =>Fosses de réception =>Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 50 mbar

-Tour de travail=>Dessus des cellules=>Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 50 mbar

SILO B

-Tour de travail>Dessus des cellules=>Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 50 mbar

SILO C

-Tour de travail=>Galerie sous cellules=>Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 54 mbar

-Tour de travail=>Galerie supérieure=>Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 56 mbar minimum

-Tour de travail=>Calibreur 2ème étage=>Porte métallique (s'ouvrant vers la tour) et paroi béton résistants à 54 mbar minimum

Tour de travail : Escalier de secours=>Galerie inférieure=>Paroi et porte (s'ouvrant vers la tour) métalliques résistants à 54 mbar minimum

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place.

Constats :

Pour le silo A, la fosse de réception se trouve sous un auvent avec deux grandes parties ouvertes limitant les risques de propagation d'explosion vers la tour. Il existe une porte entre cette fosse et la tour qui était bien fermée lors de la visite d'inspection. L'inspection a aussi pu constater que les portes présentes entre la tour et le dessus des cellules étaient fermées et qu'un affichage était bien présent.

Pour ce silo l'inspection a constaté que la structure du bardage et des portes semblaient relativement légères pour pouvoir résister à une pression de 50mbar. L'exploitant a indiqué qu'il avait transmis à la DREAL le 30 octobre 2013 un courrier de réponse suite à une inspection de 2012 ou il indiquait avoir fait réaliser une étude par le cabinet d'étude CERES SOLUTION fin 2012 montrant que les résistances de 50 mbars demandées pour les découplages dans l'APC du 7 avril 2011 n'étaient pas atteintes.

Il indiquait également que suite à cette constatation il avait fait réaliser un complément d'étude de danger par la FRCA concluant sur le fait qu'il n'y avait pas nécessité d'atteindre ces valeurs de par la nature des structures et de par la configuration des installations et qu'il souhaitait donc revoir les prescriptions de son APC du 7 avril 2011 pour garder simplement la paroi de séparation tour-trémies comme un écran de cantonnement poussières. Ce courrier est resté sans suite.

Pour le silo B, l'inspection a constaté lors de la visite que la porte séparant la tour de travail du dessus des cellules était ouverte. L'exploitant a installé dans les jours suivants la visite d'inspection un affichage et un ferme porte afin de maintenir cette porte fermée. Il a fourni à l'inspection les justificatifs de ces installations. Pour la tenue au 50mbars l'exploitant a fourni la même justification que pour le silo A, à savoir qu'il avait transmis à la DREAL un courrier en 2013 indiquant qu'il avait fait réaliser une étude montrant qu'il n'avait pas selon lui nécessité d'atteindre cette valeur de résistance et qu'il souhaitait revoir les prescriptions de son APC du 7 avril 2011 afin de modifier les valeurs de résistance.

Pour ces deux silos les prescriptions de l'APC du 7 avril 2011 (reprenant les valeurs de découplage définies par l'exploitant dans son EDD) ne sont donc actuellement pas respectées. L'exploitant ne peut se justifier de la transmission d'un courrier de réponse suite à une visite d'inspection qui a plus de 10 ans pour cet écart. Il devra donc sous trois mois :

- soit rendre ses découplages conformes aux prescriptions de son APC pour ces deux silos;
- soit transmettre à l'attention de la Préfète un porté à connaissance justifiant les modifications demandées et incluant ses études réalisées en demandant une révision des prescriptions de son APC. Ce point fera l'objet d'une mise en demeure.

L'inspection rappelle à l'exploitant que si il existe la présence de tiers dans les distances d'éloignements forfaitaires ou dans les zones d'effets létaux et irréversibles, des dispositifs de découplage doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur cellules ou sous cellules selon l'article 10 de l'arrêté ministériel du 24 mars 2004 modifié. L'exploitant a également indiqué qu'il envisageait dans les 5 ans un remplacement des éléments amiantés (ETERNIT) de sa toiture et que ce désamiantage pourrait permettre la mise en conformité à son APC. L'inspection précise au contraire qu'un renforcement des surfaces soufflables de la tour et des cellules de stockages pourrait être de nature à augmenter les pressions potentiellement présentes dans la tour et en ciel de cellules en cas d'explosion ce qui pourrait amener à un renforcement de la tenue de ses découplages. En tout état de cause toute évolution future de ses installations devra être portée à connaissance de la Préfète par l'exploitant préalablement à leurs réalisations.

Pour le silo C l'inspection a constaté la présence de portes et de cloisons de découplage entre la tour de travail et la galerie sous cellules, entre la tour de travail et la galerie supérieure, entre la tour de travail et le calibre du 2ème étage et entre la tour de travail et l'escalier de secours. L'ensemble de ces portes était maintenu fermé par des fermes-portes et des affichages étaient présents sur les portes. L'inspection a constaté que pour le découplage présent entre la tour et la galerie sur cellules le bardage se situait coté ciel de cellules l'empêchant de venir se plaquer sur la structure acier en cas d'explosion primaire au niveau de la tour.

L'exploitant a indiqué que suite à la réalisation de l'étude de découplage faite par le cabinet d'études CERES SOLUTION en 2012 il avait réalisé des travaux de renforcement des découplages afin de répondre aux valeurs prescrites dans son APC de 2011. L'étude du 19/09/2012 transmise par l'exploitant montre qu'avec la réalisation des travaux, le découplage résiste à une pression de 57 mbar dans le sens de la tour vers la galerie et à une pression de 58 mbar dans le sens de la galerie vers la tour. Ces valeurs permettent de répondre aux prescriptions de l'APC du 7 avril 2011.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :</p> <p>Silo A Sondes thermométriques fixes: 1 sonde par cellules (53 cellules)=>3prises de température par sonde.</p> <p>Silo B Sondes thermométriques fixes: B1 1sonde par cellule (34 cellules)=>2 prises de température par sonde. B2 1 sonde par cellule(34 cellules)=>2 prises de température par sonde. B3 1 sonde par cellule (10 cellules)=>2 prises de température par sonde. B4 1 sonde par cellule (25 cellules)=>2 prises de température par sonde. B5 1 sonde par cellule (13 cellules)=>2 prises de température par sonde.</p> <p>Silo C Sondes thermométriques fixes: 1 sonde par cellule (32 cellules)=>8 prises de température par sonde.</p> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant pour éviter tout risque d'auto-échauffement, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.</p>

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.
L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.
Constats : L'exploitant suit la thermométrie de ses silos. Une consigne "surveillance des températures de stockage" (M0.08.21) existe et a été présenté à l'inspection. Cette dernière reprend la fréquence des surveillances. Les Silos sont équipés d'une thermométrie fixe suivie sur un poste informatique présent au niveau du bureau d'accueil. Une alarme sonore et visuelle est présente en cas de dépassement de seuils prédéterminés. Un suivi de sondes défectueuses a été effectué par le service maintenance le 22/05/23 et ces dernières ont été remplacés par INEO le 13/11/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vieillissement des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement des structures
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (à minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de contrôle d'INEO du 11/04/2023 pour le suivi des appareils d'équipements de sécurité. Un suivi de contrôle des installations est également réalisé annuellement et l'inspection a pu constater la présence d'une fiche de suivi pour l'année 2023. La structure métallique des silos est surveillé et les tirants ont fait l'objet d'un plan de remplacement sur trois ans pour les cellules métalliques.
Type de suites proposées : Sans suite